



Décision individuelle N°2020-257

Pétitionnaire : Groupement pastoral des sources du Var
Adresse : l' Auchette, 04340 St Vincent les Forts
Nature de la demande : travaux en cœur de Parc national (nécessaires à l'exploitation agricole ou pastorale)
Intitulé du projet : Installation d'un abreuvoir
Localisation : torrent du Garret, parcelle section A n°0005, commune d'Entraunes

La directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 17 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 14 septembre 2020,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 28 août 2020 par le Groupement pastoral des sources du Var, représentée par Madame Bonnafoux Rosine, présidente,

Considérant que la demande porte sur l'installation d'un abreuvoir permanent et sur l'aménagement d'une prise d'eau dans le torrent du Garret,

Considérant que cet aménagement apparaît nécessaire au maintien du troupeau de bovins sur cette zone d'alpage, dans la mesure où le libre écoulement de l'eau dans le torrent ne semble plus suffisant à l'abreuvement des animaux,

Considérant que le site d'implantation de l'abreuvoir a été choisi de manière à ne pas impacter des milieux en bon état de conservation par l'effet d'une concentration du piétinement des bovins,

Considérant toutefois que cet aménagement ne doit pas aggraver le phénomène d'assèchement du torrent ni des milieux qui en dépendent,

Considérant la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et de conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Le Groupement pastoral des sources du Var, représentée par Madame Bonnafoux Rosine, présidente, est autorisé aux conditions suivantes à réaliser des travaux d'aménagement d'un abreuvoir et d'une prise d'eau, sur la parcelle n°05 section A commune d'Entraunes.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. La réalisation d'une plate-forme sous le bac d'abreuvement ou dans les zones de stationnement du cheptel, par nivellement ou apport de matériaux, n'est pas autorisé par la présente.

2.2. L'abreuvoir sera installé à l'emplacement désigné sur la carte en annexe.

2.3. Le bac sera alimenté par un tuyau type PEHD à bande bleue, raccordé au torrent sans maçonnerie. La prise d'eau sera façonnée manuellement par simple agencement de pierres prélevées sur place. Elle ne devra en aucun cas aboutir à la mise à sec du talweg en aval et maintenir une continuité d'écoulement entre l'amont et l'aval.

Aucun creusement du lit mineur n'est autorisé.

La prise d'eau sera mise en défend par une clôture amovible électrifiée.

2.4. Le tuyau d'alimentation sera installé sans creusement du sol.

2.5. Le bac d'abreuvement sera muni d'une sur-verse, raccordée au lit naturel du torrent d'alimentation par un tuyau type PEHD.

2.6. La prise d'eau, son raccordement au tuyau d'alimentation, le bac d'abreuvement devront être entièrement amovibles.

2.7. A chaque fin de saison pastorale, le captage sera déconnecté du tuyau d'alimentation du bac.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente et sur toute la durée d'utilisation de l'alpage telle qu'autorisée par la convention de pâturage en vigueur.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

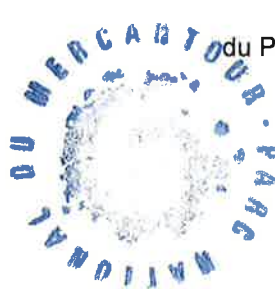
L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 14 septembre 2020

La Directrice
du Parc national du Mercantour



Aline COMEAU

Copie :

- service territorial Haut-Var-Cians

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

